

Petite histoire d'une coopération

Ou Comment passe-t-on de la mise sur pied de la première enquête slovaque auprès des ménages à l'élaboration d'un numéro spécial d'Economie et Statistique sur les comparaisons internationales de pauvreté ?

Daniel Verger¹

Le propos de ce papier n'est pas de dresser un panorama complet, mais beaucoup plus modestement de tirer quelques enseignements, avec l'aide du recul, du déroulement d'une action particulière, celle qui a permis à l'Insee de faire partager son savoir et de promouvoir certaines de ses méthodes pour un domaine particulier, celui de la mesure de l'inégalité et de l'analyse de la pauvreté. Il est toujours difficile de retracer les prémisses d'une action : pourquoi tel ou tel s'est retrouvé à faire telle ou telle chose. Il y a certes un déterminisme institutionnel mais aussi de l'aléa, des opportunités saisies source de rapprochements imprévus... L'histoire de la coopération de l'Insee avec les pays de l'Europe de l'Est dans le domaine inégalité-pauvreté n'échappe pas à cette règle. De fait plusieurs projets à l'origine indépendants ont conflué pour aboutir à l'action, relativement ambitieuse, qui dure encore aujourd'hui.

Une première mission à Prague initialise le processus

Le démarrage de cette coopération remonte à 1992, à une mission faite conjointement par moi-même et Didier Blaizeau responsable des relations avec les enquêteurs et de l'organisation des enquêtes ménages, riche d'une expérience personnelle dans des terrains extra européens, en Afrique en particulier. Décidée dans le cadre d'un projet de transformation de la statistique en Tchécoslovaquie, cette mission avait pour but d'étendre une action de l'INSEE déjà engagée dans le domaine de l'emploi et des salaires au monde des enquêtes auprès des ménages. Nos collègues tchécoslovaques attendaient de notre visite une analyse critique de leur système d'enquêtes, menée à la lumière des expériences françaises. L'histoire des enquêtes en Tchécoslovaquie est longue puisque les premières du genre remontent à 1913-1914, auprès d'un petit

échantillon d'enseignants et qu'elles se sont développées ensuite dans les années 20, avec une priorité accordée au suivi de la pauvreté en milieu salarié. Les enquêtes existant au moment de la mission remontaient quant à elles aux années 1956-1957 et étaient structurées autour de deux opérations fondamentales indépendantes : les « microcensus » et les enquêtes sur les dépenses des ménages. 10 microcensus ont été réalisés entre 57 et 92, avec pour but l'identification des familles les plus pauvres. La dernière (89 sur revenus de 88) était antérieure à la « révolution de velours » et concernait 105.000 familles sélectionnées selon une méthode inspirée du sondage aléatoire stratifié, mais sur la base d'une adhésion plus ou moins volontaire des ménages. Le questionnaire administré au ménage se limitait à des renseignements sur ses caractéristiques (âge, diplôme, activité professionnelle, statut matrimonial), sur l'autoconsommation, les revenus en nature et la vente de produits agricoles. Les

¹ Daniel Verger est le chef de l'Unité méthodes statistiques de la Direction des Statistiques Démographiques et Sociales de l'INSEE

ressources étaient obtenues directement auprès des employeurs ou de l'administration.

On estimait que le taux de couverture des ressources, dans un monde où les sources de revenus étaient contrôlées et peu diversifiées était bon (90 %). L'exploitation était réduite à l'édition de tableaux bruts sans commentaires, utilisés principalement par l'administration et les centres de recherche, pratiquement sans diffusion grand public. L'enquête sur les budgets, utilisée pour établir des budgets-types destinés à servir lors du pilotage des minima sociaux, était alors réalisée auprès de 5.150 familles selon une méthode s'inspirant des quotas. Le volontariat était une contrainte forte et le ménage recevait une rémunération symbolique. En moyenne une famille restait 5 ans dans l'échantillon. Les enquêteurs étaient des agents des services statistiques. A nouveau l'exploitation était réduite à une édition de tableaux à destination première des administrations.

Ce dispositif, très éloigné sur bien des points du dispositif français (pas d'échantillonnage vraiment aléatoire, pas de procédures statistiques de calage et de correction de non réponse, pas d'analyse approfondie ni de diffusion grand public, pas d'usage de techniques d'analyse de données ou d'économétrie pour l'analyse), ce dispositif donc allait être soumis à l'épreuve du changement. A moyen terme, ces deux enquêtes étaient censées jouer un rôle important dans l'élaboration de comptes nationaux harmonisés avec ceux des autres pays d'Europe (dès le début la volonté d'intégration européenne a été un des moteurs essentiels du désir de changement). A court terme, l'enjeu était de suivre les conséquences sociales du passage à l'économie de marché, avec le risque de paupérisation encouru par une partie de la population si des mesures correctives n'étaient pas introduites. Les pouvoirs publics souhaitaient disposer des informations nécessaires à la mise en place et au suivi d'un salaire minimum. Or le dispositif antérieur était mal armé pour répondre aux défis lancés par la complexification d'un monde s'ouvrant à la liberté démocratique et à l'économie de marché : le développement de l'entreprise privée allait selon toute vraisemblance créer les mêmes difficultés de mesure des revenus qu'en France dans le cas des indépendants. Les produits et les prix se diversifiant allaient accroître l'effort de mémoire exigé des enquêtés. La réflexion visant à assurer la représentativité des échantillons et la précision des estimations devient importante. Deux inconnues avaient été évoquées lors de cette première rencontre, l'une relative à la volonté de coopération des ménages et l'autre aux moyens dont devait disposer le système statistique. La mission recommandait qu'à court terme les efforts soient concentrés sur la réalisation de tests et d'enquêtes pilotes pour se rendre compte du comportement des ménages (des réticences avaient

été observées pour le recensement), sur la préparation d'une base de sondage, sur la formation du personnel et la préparation d'un plan de sensibilisation et de communication destiné à la population ainsi qu'à la mise en place d'aménagements techniques limités aux opérations traditionnelles : une évolution était recommandée pas une révolution. A moyen terme, il s'agirait d'entamer une révision plus profonde des procédures d'échantillonnage et de réfléchir sur la cohérence du système d'enquêtes auprès des ménages. Une mission d'observation était prévue en France pour la fin 1992.

Cette mission avait déjà relevé plusieurs éléments qui se retrouveront ultérieurement et qui marqueront le déroulement futur des travaux : un dispositif ayant une longue tradition et qui, à juste titre, se targuait d'une grande qualité, mis à l'épreuve d'un changement qui force à évoluer, parfois pour faire moins bien plus difficilement : la grande crainte des statisticiens était de se lancer dans des sondages aléatoires, la grande peur, qui allait parfois se révéler fondée, était celle de la non-réponse. L'application concrète de la théorie des sondage était peu envisagée : beaucoup de statisticiens anciens étaient alors encore attachés à de grosses opérations où l'exhaustivité des répondants était plus ou moins volontairement assurée. Compter oui, interpréter non. Le contraste avec la pratique Insee, institut de statistique et d'étude était grand. Doté d'un potentiel certain grâce à un personnel d'exécution consciencieux pour faire les enquêtes, l'Institut tchécoslovaque manquait de personnes formées aux techniques modernes d'exploitation statistique, en particulier à l'économétrie. Le panorama des forces de travail n'allait pas tarder à être chamboulé. Trop coûteux, il allait y avoir des réductions d'effectifs, des regroupements d'antennes régionales. Il allait aussi falloir recruter des enquêteurs pigistes...

Un projet percuté par l'éclatement de la Tchécoslovaquie

Quel aurait été l'avenir de la coopération alors prévue, nul ne saurait le dire, car un événement politique majeur en a perturbé le cours, à savoir la partition du pays en deux, avec création de la République Tchèque et de la Slovaquie en lieu et place de la Tchécoslovaquie.

La coopération avec la République Tchèque ne s'est pas interrompue, je dirais plutôt qu'elle a été en sommeil, avec des réveils épisodiques sur lesquels nous reviendrons, mais c'est d'abord avec la Slovaquie que les liens se sont resserrés et que la coopération s'est véritablement développée. Propulsé du rang d'un bureau régional parmi d'autres à celui d'office national, l'office slovaque,

d'exécutant devenait donneur d'ordres. De la mise en œuvre il devait passer à la conception juste au moment où les évolutions politiques et sociales imposaient la mutation technologique dont la nécessité était apparue lors de la mission de Prague. Beaucoup plus « vierges » d'habitudes anciennes, les personnels slovaques se sont donc révélés très ouverts à l'évolution à l'occidentale qui leur était proposée. Certes ils avaient tout le chemin à parcourir pour apprendre à concevoir, conduire, exploiter une enquête comme leurs collègues occidentaux, français en particulier, mais ils n'avaient pas à faire le deuil de pratiques antérieures qui avaient fait leurs preuves mais qui étaient rendues obsolètes ou inaccessibles par l'évolution historique. La première action continue a donc été menée avec la Slovaquie.

La naissance de la première enquête slovaque

Il s'agissait donc de monter une enquête sur le thème de la pauvreté, thème dont on a relevé l'urgence politique. La coopération s'est poursuivie avec la Slovaquie seule et, je pense pouvoir le dire sans prétention, avec succès. Le soutien de la hiérarchie du côté slovaque n'a jamais manqué : M. Olexa et M. Oretsky se sont fortement impliqués, trouvant les moyens humains et financiers d'aller au bout du projet. De jeunes personnes dynamiques, même si pas toujours statisticiennes de formation se sont investies, principalement E. Rohacova, géographe à l'origine, qui depuis n'a cessé d'approfondir ses connaissances et de travailler dans le domaine pauvreté et inégalité des revenus.

Tout le processus de construction d'une enquête a été mis en place, avec la phase de conception, inaugurant un partenariat intellectuel avec les sociologues et les politiques du secteur social, afin de bien recenser leurs besoins. Le modèle dont on allait s'inspirer était le panel européen, que la France était en train de mettre en œuvre sur son territoire (première collecte en octobre 1994 sur les revenus de 1993), car il s'agissait de construire une opération allant dans le sens d'un rapprochement avec l'Europe. Pour des raisons de réalisme, le questionnaire a été gardé comme source d'inspiration, mais on s'est limité à réaliser une « coupe instantanée », l'office n'ayant pas les moyens de réaliser le suivi correct des individus pour faire un panel (l'INSEE a peiné malgré ses importants moyens à assumer cette partie de la tâche). Le questionnaire a été marginalement adapté au cas slovaque, car je ne souhaitais pas que l'on copie purement et simplement un exemple extérieur. Nos collègues devaient s'approprier la démarche et l'adapter aux conditions historiques et géographiques spéciales de la Slovaquie. La mise

au point a été faite avec les responsables d'enquêtes locaux et les enquêteurs. Tests, bilans de tests ont été conduits à la manière de l'INSEE, les résultats analysés, les questionnaires adaptés, au cours de réunions animées : une démarche rigoureuse dans un contexte d'exploration pionnière, le mélange conduisait à un travail fort gratifiant. La collecte a été conduite grâce à une motivation exemplaire des slovaques. Les taux de réponse ont été exceptionnellement élevés, signe d'une coopération forte de la population dans une société fière de son indépendance récente.

Parallèlement des formations avaient été organisées à Paris, à la fois sur le logiciel SAS et sur les bases statistiques nécessaires pour aborder la théorie de l'inégalité des revenus et la pauvreté (les indices de Gini, de Theil et d'Atkinson tous désormais « classiques » en France étaient inconnus de nos collègues, pour lesquels on avait construit des macros informatiques de calcul). La théorie et l'interprétation ont été exposés au cours d'un stage animé, pour sa partie informatique, par G. Bourdallé, alors au département de la Recherche et pour la partie statistique par une experte indépendante, sous ma supervision. L'Insee expérimentait alors de nouvelles approches de la pauvreté, complétant l'approche monétaire traditionnelle par les approches en termes de conditions de vie et subjectives selon une méthode inspirée de Townsend et Nolan et Weelan à l'étranger et mise en œuvre de façon expérimentale en France par Dickès au sein du laboratoire de l'Université de Nancy II consacré à l'analyse dynamique des effets des politiques sociales (ADEPS). Les résultats français et slovaques ont donc été élaborés presque simultanément et ont abouti à la rédaction d'un article dans le numéro spécial d'Economie et Statistique sur la pauvreté, un record sinon de qualité du moins de volume puisque c'est à l'heure actuelle encore le seul numéro triple de la collection. Cette publication de 1997 est encore classiquement citée comme référence.

La Pologne rejoint le projet

C'est à ce moment que cette action a rejoint une autre action, initialisée de façon indépendante et qui était conduite par l'Insee avec la Pologne, mais avec comme expert français C. Chambaz responsable de l'enquête « Situations défavorisées ». Ces deux projets, tous deux pilotés par la direction des statistiques démographiques et sociales, mais gérés par des départements différents s'ignoraient largement jusqu'alors. Le questionnaire de l'enquête référente (de tradition purement française) a de fortes ressemblances avec celui du panel (mais uniquement dans sa dimension transversale) mais les exploitations traditionnelles qui en étaient faites n'avaient jamais été

spécifiquement tournées vers le thème pauvreté. M. Glaude alors à la tête de la Direction des statistiques démographiques et sociales (DSDS) a trouvé intéressant de faire converger les deux actions de façon à obtenir une étude tripolaire, avec une comparaison France-Pologne-Slovaquie. C. Chambaz ayant alors changé d'affectation et souhaitant se décharger de cette responsabilité, notre équipe a repris le flambeau et la coopération s'est développée avec la Pologne. Même démarche, avec peut-être encore plus de réussite qu'avec la Slovaquie. A nouveau soutien de la hiérarchie surtout au niveau élevé du Vice-président, chercheurs très motivés (Anna Bienkunska, devenue spécialiste reconnue du domaine, chargée désormais de la représentation de la Pologne auprès d'Eurostat) avec stabilité et implication sur longue période, mais aussi résistance de certains éléments plus inféodés aux méthodes traditionnelles (du côté de l'informatique, quelques méthodologues.).

Les travaux ont abouti, malgré les différences au niveau des questionnaires, à une comparaison France-Pologne tout à fait interprétable et qui a fait l'objet d'un ouvrage en français et en polonais, avec conférence de presse à Varsovie !

Changement d'ampleur : le colloque de Bratislava en juin 2000

Les deux comparaisons France-Slovaquie et France-Pologne ont eu toutes deux un certain retentissement, grâce à quelques présentations dans des colloques internationaux (et faisant occasionnellement découvrir à des économistes américains l'existence et la localisation de la Slovaquie !) et l'INSEE, avec l'accord et le soutien financier d'EUROSTAT, a vu là l'opportunité de donner une autre ampleur au projet et d'étendre la comparaison à tous les pays dotés de statistiques comparables, tous les pays ayant le panel européen entre autres et ceux des pays d'Europe centrale ayant des enquêtes plus ou moins proches. Avec certains, on a pu mettre en oeuvre complètement une méthodologie commune, pour d'autres on a procédé avec des contributions associées, avec une méthodologie légèrement adaptée. Ainsi est né le projet de colloque de Bratislava, qui s'est tenu, en hommage au pays à l'origine de la démarche, dans la capitale slovaque en juin 2000. Repérer les équipes nationales (parfois dans les offices statistiques, parfois parmi les universitaires, souvent en combinaison), les motiver pour le projet, présenter la méthodologie de recherche, l'adapter, accompagner la production des résultats en veillant à la comparabilité a nécessité plusieurs déplacements et un important travail éditorial mais couronné de succès puisque, sous l'égide d'Eurostat, des participants de 22 pays ont assisté à la présentation de communications portant sur

13 pays : outre la France la Pologne et la Slovaquie, l'Espagne, le Portugal, la Roumanie, la Hongrie, la République Tchèque, l'Italie, la Belgique, l'Albanie et même Madagascar et le Brésil ont fait l'objet de contributions.

Toujours plus loin : un nouveau numéro spécial d'Economie et Statistique

Ce séminaire devait être l'aboutissement du travail, mais son succès a convaincu qu'il serait bon d'aller au delà de la publication des actes et d'aboutir à un vrai volume de comparaison internationale, d'où le projet d'un numéro spécial d'Economie et Statistique. Pour ce faire, il fallait un éventail de pays rééquilibré, avec de nouvelles études, ainsi qu'une certaine actualisation des études originelles. Le travail a été de longue haleine, souffrant de nombreuses mobilités de responsables tant en France qu'à l'étranger, mais le numéro est prêt désormais pour une parution au premier semestre 2005. Les contributions ont été actualisées, la comparabilité des méthodes et des présentations renforcée ; des pays qui n'avaient pas participé au colloque ont fourni des contributions inédites (Royaume-Uni, Russie...), de nouvelles synthèses ont été spécialement réécrites (Dell-Herpin). Quelques éclairages complémentaires impossibles à réaliser sur tous les pays ont été introduits, afin d'illustrer comment on peut faire évoluer la méthodologie suivie principalement dans ce dossier, soit en exploitant explicitement les évolutions (Lollivier-Vergier), soit en complétant avec d'autres approches allant davantage vers l'expérience subjective de la pauvreté et l'exclusion sociale (Paugam).

Une certaine imbrication des actions

La vie du projet a ainsi continué, toujours plus vaste, plus complexe, plus diversifié. Il est devenu de plus en plus difficile de distinguer ce projet d'autres actions de coopération : quand on traite d'enquêtes auprès des ménages, on est vite amené à traiter de toutes les opérations qui, enchaînées, forment le processus de production de l'enquête : l'échantillonnage en premier lieu, mais aussi les techniques d'imputation pour données manquantes, la repondération. Et ce d'autant plus que ma position actuelle de chef de l'Unité Méthodes Statistiques (UMS) favorise cette convergence : la coopération avec la Pologne s'est ainsi enrichie d'échanges à propos de l'échantillon (sujet sur lequel s'est manifesté le maximum de réticence de la part des très compétents méthodologues de sondage polonais, attachés à leur ancienne pratique

qui devait être abandonnée non pour cause d'inefficacité mais pour des raisons de coût trop élevé); avec la Roumanie, c'est plutôt le sujet Pauvreté qui s'est raccroché à une coopération initialisée avec l'UMS sur des questions d'échantillonnage (il s'agissait d'aider nos collègues roumains à compléter leur ancien échantillon-maître arrivé à épuisement pour attendre le nouveau recensement et avec lui le nouvel échantillon, que l'on a aussi aidé à définir).

Avec l'Albanie et la République Tchèque, la pauvreté a aussi été un sujet connexe à des actions menées sur les enquêtes sur les pratiques de consommation : le cas de l'Albanie est intéressant car, au sortir du régime totalitaire d'E. Hodja, on était face à une société composée de deux fractions, l'une rurale, l'autre urbaine qui s'ignoraient quasi complètement au point de devoir définir deux lignes de pauvreté différentes pour le même pays. Le cas de la République Tchèque mérite qu'on en dise un mot pour une raison tout autre : c'est le pays, de tous ceux avec lequel s'est déroulée la coopération, qui connaît le plus fort taux de refus aux enquêtes : un test d'enquête Budget sur un échantillon aléatoire a reçu un accueil positif de seulement 20 % des praguois : un record qui met le statisticien chargé du redressement devant un défi presque impossible.

Le récent élargissement de l'Union européenne en direction de certains de ces pays suscite de nouvelles occasions de coopération, les offices statistiques nationaux étant amenés à mettre en oeuvre sur leur territoire les enquêtes européennes, juste au moment où EUROSTAT lance le successeur du panel Européen (SILC), soit une enquête dont le principal sujet est la mesure des revenus et un des objectifs majeurs la mesure de la pauvreté ; un séminaire d'une semaine a d'ores et déjà été organisé avec succès, des cours sur ce thème mis sur pieds à Libourne : la boucle est ainsi bouclée puisque le panel a inspiré dès le début notre action. Mais plus qu'une boucle, on devrait plutôt évoquer une spirale, car pendant ces 13 ans que l'on vient d'évoquer à grands traits, on a changé d'échelle et ce ne semble pas fini !

Vers de véritables partenariats d'étude

Les travaux avec la Pologne se sont poursuivis, avec une approche inédite en matière d'exclusion, le questionnement polonais allant au delà du questionnaire français. Les résultats obtenus, et qui seront publiés dans le numéro spécial d'Economie et statistique, constituent donc une véritable première, encore à perfectionner sans doute mais d'ores et déjà stimulante.

Il en va de même avec les études entreprises avec la Russie. L'histoire en est atypique : l'initiative est venue de chercheurs de l'Académie des Sciences séduits par l'approche française étudiée au travers des textes publiés, appropriés, et adaptés au cas du pays, avec enrichissement des sources traditionnelles et projets de nouvelles enquêtes. Il se trouvait que ces chercheurs, conseillers auprès de l'office statistique (alors encore appelé Gomkomstat), avaient par ailleurs des travaux en commun avec l'Institut national des études démographiques (INED), et c'est par ce biais que s'est fait le premier contact ; depuis les choses ont évolué, débouchant sur une coopération officielle entre l'office statistique russe et l'Insee, et ce à la demande de nos collègues russes, peu satisfaits par l'assistance reçue de la part de la Banque Mondiale. Grâce à l'initiative des chercheurs russes, on dispose pour ce pays de variables inédites. Le défi posé par ce pays immense, aux forts contrastes économiques et géographiques, avec une évolution politique récente importante est particulièrement ardu à relever : il s'agit de réussir la gageure de prendre en compte les apports de l'économie souterraine aux niveaux de vie, en dépit de son caractère informel, et malgré le fait qu'elle frôle (pour le moins) l'illégalité. Jusqu'ici, l'intégration de la production domestique dans la mesure des niveaux de vie en France n'a pas dépassé le stade expérimental.

Ainsi, tant avec la Pologne qu'avec la Russie la coopération et l'aide ont abouti à des partenariats où l'on explore ensemble des voies nouvelles. On n'en est plus à faire connaître et diffuser nos pratiques, on en est à découvrir ensemble des voies d'amélioration et d'approfondissement.

L'expérience s'est aussi étendue à des pays de plus en plus lointains (géographiquement ou culturellement) : Madagascar, Maroc.

Quelques considérations sur les facteurs de succès ou d'échec

En guise de conclusion, et même si au travers du récit précédent on voit clairement se dessiner les facteurs facilitants conduisant au succès, mais aussi les difficultés et les obstacles qui peuvent faire échouer telle ou telle initiative, on va essayer de lister quelques facteurs décisifs, d'après cette expérience. Certaines difficultés étaient déjà identifiées lors de la mission séminale à Prague, d'autres se sont révélées au fil du temps.

- **Les réticences face à des méthodes en rupture avec une tradition :** les résistances sont apparues d'autant plus fortes que la tradition était longue et « glorieuse » et que les solutions proposées étaient destinées

à remplacer des pratiques devenues trop coûteuses sans que l'on puisse garantir l'absence de toute baisse de qualité dans toutes les dimensions. Ceci s'est manifesté principalement dans les discussions autour de la rénovation des échantillons. La technique française, basée sur un échantillon maître visant à concentrer les interrogations de façon à réduire les déplacements des enquêteurs, est moins bonne en théorie qu'un tirage aléatoire simple; les réticences des méthodologues polonais n'ont donc rien d'incompréhensible. D'autant plus que l'adoption d'une nouvelle technologie n'est pas sans conséquences « politiques ». L'opposition, le clivage entre anciens et modernes n'est pas seulement scientifique ; en filigrane on y lit les tentatives d'éviction -politique et autre- des premiers par les seconds. On a observé souvent un très bon accord en bas et en haut de la hiérarchie, avec des échelons intermédiaires en retrait, plus âgés moins formés aux méthodes, donc plus mal à l'aise et qui se sentent dévalorisés par rapport aux personnes travaillant sous leurs ordres, sans avoir pour autant la même clairvoyance stratégique que leurs chefs quant aux enjeux à long terme. Pour réussir dans ce contexte, il faut une certaine légitimité scientifique et institutionnelle (niveau hiérarchique, publications reconnues), de la diplomatie et du respect affiché de la compétence scientifique du partenaire. Il faut du temps pour convaincre, expérimenter...

- **Les problèmes de communication** : il ne faut pas sous-estimer les difficultés de compréhension dues aux différences de langue. Dans le domaine qui est celui décrit (notions de statistique, de sociologie, d'économie, avec des concepts théoriques complexes, où l'on s'interroge sur la compréhension fine d'une question par l'enquêté afin de savoir si dans les divers pays le ménage confronté à ce qui se voudrait être la même question comprend bien la même chose), on dépasse de très loin les exigences habituelles faites à un interprète. On ressent de façon impérieuse la nécessité d'un interprète compétent, spécialisé sur le thème et qui accepte de reconnaître quand il n'est pas sûr d'avoir exactement compris le message. Quand l'interprète est moins bon, ou quand il a fallu, pour des raisons conjoncturelles, s'en passer, on mesure vite la perte d'efficacité. Et ce n'est pas dû à un handicap lié à l'usage du français. Même en anglais, la communication se révèle appauvrie, réduite car l'anglais n'est que rarement maîtrisé au point nécessaire pour communiquer sur les nuances d'une question ou pour comprendre les langages scientifiques spécifiques. La mise au point du texte franco-polonais a été une expérience « inoubliable » sur ce registre : on a parfois passé plus d'une

demi-heure sur une seule phrase pour trouver l'équivalence des messages dans les deux langues. On était loin de se contenter d'une traduction mot à mot. Les problèmes de communication ne sont pas seulement affaire de langue ; ils se déclinent aussi en termes informatiques ; les différences au niveau des logiciels informatiques connus et en service compliquent la transmission du savoir-faire : l'absence de SAS, voire même seulement de certains modules de SAS, très coûteux pour le pays- a parfois été un frein : l'Insee était tout à fait prêt à installer gratuitement les « macros » spécifiquement écrits pour calculer les indices et mettre en oeuvre les méthodes en usage en France, mais parfois ils ne pouvaient fonctionner. Il fallait tout réécrire d'où une charge de travail accrue et des délais rallongés.

- **La nécessité d'avoir du temps** : le calendrier joint en annexe prouve que ces démarches sont des démarches de long terme ; déjà en France, les délais de production d'une enquête sont longs. Ici, il faut en plus que les savoirs soient assimilés, les techniques apprivoisées, les habitudes anciennes modifiées. Une condition impérative est que, des deux côtés, on puisse jouir d'une certaine stabilité des équipes. Ceci n'a pas toujours été le cas : d'un côté, dans des pays en rapide mutation économique et politique, avec des renversements subits des hiérarchies -salariales ou de prestige- on s'est parfois trouvé confronté aux conséquences de l'appel du privé, retirant des offices statistiques certains éléments prometteurs d'autant plus qu'on venait de les former. Les meilleurs résultats ont été obtenus quand la coopération s'est faite avec des personnes motivées par le thème, et qui se sont réalisées en tant que chercheurs spécialistes du domaine. Du côté français, la situation n'est pas non plus des plus simples, car il faut concilier les impératifs de la mobilité avec cet engagement de long terme. J'ai pu le faire : la coopération a commencé pendant que j'étais chef de division revenus, s'est poursuivie quand j'étais au département de la recherche, pour perdurer depuis que je suis chef de l'unité de Méthodes statistiques. Mais c'est un peu atypique, et pas toujours facile à assumer quand il faut faire face aux exigences de ses nouvelles fonctions tout en dégageant du temps pour le projet. Ainsi celui-ci a pu bénéficier d'un appui stable (M. Fall représentant aussi l'Insee au groupe dit de Rio), mais dans certains cas, les exigences opposées n'ont pu être durablement conciliées.
- **La nécessité de disposer du fichier de données** : il est vite apparu que le travail sur les données nécessitait que les données soient accessibles aux deux équipes. C'est la seule façon d'avoir la souplesse nécessaire pour

tester des variantes de modèle : envoyer un message au statisticien local qui le transmet pour exécution à son informaticien est une procédure trop lourde et lente dans la phase de réglage fin de la méthode. Nos partenaires ont en général réussi à obtenir de leur hiérarchie l'autorisation de sortir du territoire les données (anonymisées), même si cela a parfois été difficile et a demandé du temps. A mon avis, ne pas avoir cette possibilité obère fortement l'avenir d'une coopération.

- **Les difficultés de fond** : même si ce n'est pas directement le sujet de cette réflexion, on ne peut terminer sans mentionner l'ambition des tâches entreprises. Les difficultés pour approcher un niveau acceptable de comparabilité : un exemple emblématique est celui des travaux que l'on a dû mener pour rendre comparable les tableaux de consommation et d'emplois du temps, alors même que les enquêtes et les nomenclatures étaient supposées être harmonisées ; il a fallu obtenir tous les programmes sources pour vérifier un par un le codage informatique des nomenclatures, se replonger dans les instructions aux enquêteurs pour vérifier les consignes données pour traiter les cas ambigus avant de pouvoir produire des tableaux comparatifs qui aient un sens (même s'ils sont loin d'être parfaits) : la preuve de la difficulté de la tâche est que l'on a dû renoncer à l'ambition de faire figurer ces tableaux dans toutes les monographies du numéro d'Economie et Statistiques. De même, le codage de la personne de référence « à la française », le choix du système d'unités de consommation ont demandé des réflexions théoriques et des codages informatiques complexes. La qualité des sources est en elle-même parfois une source de préoccupations, principalement à cause du rejet de la part des ménages dans certains pays, comme la république Tchèque, et il est toujours très difficile d'obtenir l'information sur la qualité du travail de terrain de la part des enquêteurs. Une autre exigence gage de qualité est de pouvoir rencontrer, au cours des missions, les équipes régionales en charge du travail de terrain, ainsi que des enquêteurs : améliorer leur formation est aussi un enjeu de la coopération.

diffusion de méthodes d'exploitation performantes (économétrie des données qualitatives grâce au modèle Logit en particulier), la sensibilisation aux problèmes d'échantillonnage et au respect du caractère aléatoire des échantillons, le perfectionnement dans les méthodes de calage et de détection-correction des valeurs extrêmes aberrantes, le passage de données en classe à des données en continu (« résidus simulés »), et donc généralement par un transfert de technologie statistique.

Pour nous, le retour sur investissement est indéniable ; le projet a été l'occasion d'élargir notre horizon et de nous inciter à une réflexion critique sur les insuffisances de nos propres approches : avoir l'occasion d'étudier des sociétés autres, plus complexes car en évolution rapide, avec une part plus importante du secteur non monétaire, de l'informel, parfois plus hétérogène géographiquement permet de se réinterroger sur le bien-fondé de certains de nos choix. L'expérience acquise nous a aussi permis d'être plus convaincant sur le plan pédagogique, depuis que l'on peut montrer qu'appliquer sans précautions les définitions habituelles conduit à une pauvreté plus grande en France qu'en Slovaquie alors que le niveau de vie y est trois à quatre fois supérieur a permis à tous, y compris les décideurs français, de mieux comprendre les avantages et les défauts d'une mesure de la pauvreté relative qui, jusqu'alors, étaient connus au plan théorique, mais qui n'avaient pas été clairement identifiés comme susceptibles de créer de graves contresens. La légitimité internationale confortant la crédibilité nationale, l'expérience plus large acquise grâce à la coopération nous a ainsi permis de mieux communiquer, d'avoir davantage d'arguments concrets pour défendre nos choix de méthode mais aussi pour relativiser nos résultats, ce qui a été fort utile dans un contexte où le dialogue scientifique serein n'est pas toujours facile à établir. La réflexion sur les limites de nos approches de la pauvreté que j'ai écrite pour servir d'introduction au numéro d'Economie et Statistique à paraître s'est nourrie de cette expérience ainsi acquise au contact de sociétés autres. De nombreux choix implicites à nos méthodes, acceptés jusqu'ici comme allant de soi, montrent leurs limites dès

Enfin, un bénéfice mutuel

On le voit, les défis associés à un tel projet sont de taille. De notre point de vue, on peut parler de réussite globale, et d'enrichissement mutuel.

Pour nos partenaires la réussite s'est traduite par la promotion de nouvelles études comparatives, la

qu'il s'agit de rendre compte de sociétés ou d'économies moins stables, moins homogènes, moins monétarisées que les nôtres : et cela nous incite à plus de modestie, car nos approches de l'inégalité et de la pauvreté apparaissent ainsi loin d'être abouties, car trop simplificatrices, ignorant trop des phénomènes qui, pour minoritaires qu'ils soient chez nous, n'en sont pas pour autant négligeables quand il s'agit d'étudier les démunis, les pauvres et les exclus. La coopération nous indique en quelque sorte les voies de progrès pour notre propre démarche.

Annexe

Quelques dates :

15-20 juin 1992 :

Première mission Blaizeau-Verger à Prague ; analyse des enquêtes Budget et microcensus sur les revenus.

14-18 juin 1993 :

Première mission en Slovaquie ; rapport indiquant les tenants et aboutissants de la coopération.

1994 :

Préparation de l'enquête « Situations sociales-pauvreté » couvrant l'ensemble de la Slovaquie ; but : connaître les opinions des ménages à bas revenus en ce qui concerne l'évolution récente de leur situation et sur les anticipations pour le futur.

Mars 1995 :

Réalisation de l'enquête sur le terrain ; 9.711 ménages tirés, 8.876 répondants soit 28.411 individus décrits ; échantillonnage dans le microcensus 1992 ; tous les ménages dont le revenu par personne était inférieur à la médiane plus échantillon de personnes au dessus ; calage sur structure d'âge.

13-14/11 1995 :

Tenue à Bratislava d'un séminaire « Poverty as social problem » 108 participants (dont 6 tchèques, 1 slovène et 1 roumain) ; regroupait des papiers faits par des économistes, des sociologues des ethnologues, des médecins gérontologues et des statisticiens). D. Blaizeau y assistait pour parler éventuellement de l'opération d'enquête.

16-18 janvier 1996 :

Mission de Mme Crama Trouillot du Boys « expert indépendant » ; constat d'un retard dans le programme prévu ; problème au niveau du calage ; difficultés avec le fait que la macro Calmar nécessite la proc Iml de SAS que l'office n'avait pas.

1996 :

Premiers résultats de l'enquête (27 septembre 1996 version traduite en français d'une note de résultats).

21-26 juin 1997 :

Mission des experts slovaques à Paris ; rencontres avec Verger, Lollivier Herpin, Fallet Millet analyse des résultats de l'enquête ; fabrication des types de

pauvreté en SAS ; analyse comparative France Slovaquie.

Juillet 1997 :

Livraison de tableaux complémentaires pour la comparaison.

Fin 1997 :

Publication des résultats en slovaque dossier de tableaux, d'analyses de segmentation et de résultats de régressions logistiques.

18-20 mai 1998 :

Visite à l'Insee des experts polonais ; analyse des résultats des travaux statistiques (segmentation, économétrie).

24 juin-3 juillet 1998 :

Visite de G. Bourdallé à Varsovie : installation des programmes pour l'analyse ; formation au langage macro de SAS (plus formation au département des entreprises pour la base du langage SAS) une douzaine de personnes.

16-23 septembre 1998 :

Visite au GUS de Fall et Verger (choix définitif des variables à introduire dans les modèles, analyse des conditions d'entretien- rencontre avec une enquêtrice- pour se faire une idée de la qualité des données (valeurs manquantes pour les salaires de certains employés de compagnies étrangères, non enquête dans les quartiers réputés dangereux de Warsaw... Discussion autour du choix des unités de consommation.

12-17 mars 1999 :

Mission au Gus

Mai 1999 :

Présentation par l'auteur des résultats à un colloque sur la pauvreté à Varsovie.

16-18 juin 1999 :

Visite délégation roumaine sur l'échantillon maître.

1-2 juillet 99 :

Mission Ardilly Merlat à Bucarest pour cet échantillon.

5-7 juillet 1999 :

Mission à Paris des experts polonais et slovaques (mise au point de la comparaison France Pologne ; identification des éventuelles difficultés d'un rapprochement des résultats polonais et slovaques.

18-19 avril 2000 :

Mission Verger au GUS rédaction définitive de la publication.

20-21 avril :

Visite à l'Insee d'une délégation roumaine ; choix des indicateurs à construire pour article Bratislava.

18-21 juillet 2000 :

Visite de la délégation roumaine sur le problème des échantillons (visite préparée par une mission antérieure Ardilly-Merlat).

12-18 octobre 2000 :

Mission Christine, Wilms Verger en Roumanie sur le double sujet de la validation de l'extension de l'échantillon et les discussions autour du nouvel échantillon, sur les études et la mesure de la pauvreté.

30 novembre 2000 :

Publication de l'ouvrage de comparaison France Pologne et conférence de presse à Varsovie.

18-20 avril 2001 :

Visite des experts polonais à l'Insee : présentation des avantages et inconvénients de l'échantillon maître ; analyse de la future enquête sociale européenne ; présentation de l'enquête sans domicile et discussion sur l'exploitation de l'enquête sociale en matière d'exclusion (rencontre avec tous les experts concernés).

13-16/11 2001 :

Visite d'une délégation Slovaque sur le Recensement et l'échantillon-maître.

3-6 décembre 2001 :

Mission Verger à Varsovie.

16-18 janvier 2002 :

Visite délégation hongroise (Mme Havasi).

12-15 février 2002 :

Visite délégation polonaise sur l'échantillonnage.

18-21 février 2002 :

Mission Verger D'Haultfoeuille à Prague (données de revenu, discussion autour de Budget de famille, imputations).

15-17 mai 2002 :

Visite délégation polonaise sur la pauvreté (A. Bienkunska).

20-21 juin 2002 :

Mission Verger- D'Haultfoeuille au KSH Hongrie. Peut-on utiliser les données des enquêtes Budget 2000 pour calculer les taux de pauvreté selon les trois définitions ; préparation de tableaux comparatifs avec la France.

4-9 juillet 2002 :

Mission Verger à Varsovie

26-28 août 2002 :

Visite délégation roumaine à l'INSEE mise au point du texte concernant la Roumanie.

2-3 septembre 2002 :

Séminaire INED sur la pauvreté (France, Pologne, Hongrie, Russie, Maroc).

4 septembre 2002 :

Discussion complémentaire avec A. Bienkunska.

4-7 février 2003 :

Mission Verger-Fall à Varsovie ; les études sur l'exclusion.

14-16 octobre 2003 :

Mission Dell-Verger à Prague (résultats tests Budget, propositions pour une évolution du système des enquêtes sur la consommation).

16 décembre 2003 :

Discussion avec Mme Prokofieva (Russie) sur sa contribution.

13-15 janvier 2004 :

Mission à Varsovie.

26-30 janvier 2004 :

Séminaire INSEE-EUROSTAT sur SILC.

25-30 juin 2004 :

Mission Dell-Verger à Moscou ; bases d'une coopération avec le Gomkomstat et présentation de plusieurs communications dans le cadre d'un séminaire organisé par le Centre Franco-Russe (auxquels participaient aussi des chercheurs de l'INED) ; une publication est prévue.

25-28 octobre :

Cours organisé sous l'égide d'EUROSTAT, sur les mesures d'inégalité et de pauvreté (assistance hongroise, slovaque, croate, slovène...) (cours assumés par P. Chevalier chef de la division Revenus, C. Barret assistant de statistique à l'ENSAI et D. Verger).

Novembre 2004 :

Colloque international sur la pauvreté ; l'article sur la comparaison France-Pologne y est présenté par A Bienkunska ; M. Fall représente la France et assure la présidence d'une session.